

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 27/01/2026

Nos réf. : SAU/EC/MI n° 26 - 041

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REMONDIS Electrorecycling SAS

Route de l'Ecluse
ZAC des Marots
10800 SAINT-THIBAULT

Code AIOT : 0005703169

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 janvier 2026 dans l'établissement REMONDIS Electrorecycling SAS implanté Route de l'Ecluse, ZAC des Marots, 10800 SAINT THIBAULT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à un départ d'incendie survenu la nuit du 13 au 14 janvier 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMONDIS Electrorecycling SAS
- Route de l'Ecluse - ZAC des Marots - 10800 SAINT-THIBAULT
- Code AIOT : 0005703169
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise REMONDIS exploite sur son site de SAINT-THIBAULT une installation de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques : petits appareils électroménagers et gros électroménagers froids.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Zone de dépotage	Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 6.1.3.1 alinéa 3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Disponibilité en eau	Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 6.3.2.1 alinéa 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Stockage de mousse polyuréthane	Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 6.1.3.3	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R.512-69
2	Hauteur de stockage dans les alvéoles	Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 6.1.3.1 alinéa 1
4	Débit des poteaux en simultané	Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 6.3.2.1 alinéa 2
6	Risque de propagation	Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 6.1.1 alinéa 7
8	Établissement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 1.6.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a subi un départ d'incendie qu'il a géré en interne. Des personnes circulant à proximité ont aperçu de la fumée et ont alerté les pompiers. A leur arrivée sur site, l'exploitant avait déjà maîtrisé l'incident et éteint le départ de feu. Après reconnaissance, les pompiers ont quitté les lieux sans intervenir. L'exploitant a ensuite aussitôt informé par téléphone l'inspecteur en charge du suivi du site.

Une visite d'inspection a été diligentée dès le lendemain. Il en ressort que le départ de l'incendie est dû à l'inflammation d'une pile dans l'alvéole de stockage des petits électroménagers (PAM) à dépolluer. Deux actions correctives et un justificatif sont attendus pour répondre aux écarts mineurs identifiés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.</p>
Constats : <p>L'exploitant a prévenu l'inspection des installations classées le mardi 13 janvier 2026 à 22h29, alors que les pompiers étaient en cours de reconnaissance.</p> <p>L'incident a été télédéclaré le 20 janvier 2026. Un rapport d'incident a été joint à la déclaration.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Hauteur de stockage dans les alvéoles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 6.1.3.1 alinéa 1						
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie						
Prescription contrôlée :						
Les hauteurs de stockage sont limitées conformément aux hauteurs spécifiées à l'article 5.2.1.						
<i>Pour rappel, "Article 5.2.1. D3E en attente de traitement et en transit (partiel) :</i>						
Stockage / type de déchets	Lieu de stockage	Type de stockage	Surface au sol en m ²	Hauteur maximale en m	Volume en m ³	Tonnage en t
PAM pollués	Zone F A l'air libre devant auvent 4, répartis sur 8 alvéoles	Vrac	1 alvéole 8 x 16 = 128 m ²	5	4 800	800

Constats :						
La quantité de petits électroménagers stockée est répartie en 2 tas dans l'alvéole 2, siège de l'incendie. La hauteur de stockage est bien inférieure à la hauteur limite identifiée par les Légoblocs rouges.						

Type de suites proposées : Sans suite						
----------------------------------------------	--	--	--	--	--	--

N° 3 : Zone de dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 6.1.3.1 alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Une zone, à proximité des alvéoles stockant des PAM, est identifiée, matérialisée et laissée libre pour permettre le dépôt de matières incandescentes en cas d'incendie.
Constats : La présence d'une zone libre est constatée. Cependant aucun marquage n'est présent. L'exploitant a indiqué que les travaux relatifs à la signalétique étaient engagés (pose des plans du site le jour même), la matérialisation au sol en faisait partie et serait réalisée au cours des semaines à venir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Débit des poteaux en simultané

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 6.3.2.1 alinéa 2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant s'appuie utilement sur 4 poteaux incendie du réseau public, référencés #2195 (en face des Carrelages Martin), #2196 (devant STTI), #2197 (devant l'entrée du site) et #2198 (en face du bâtiment 2). Un test en simultané sur deux de ces poteaux incendie, incluant systématiquement le poteau #2197 (devant l'entrée du site), est réalisé tous les 3 ans afin de vérifier la disponibilité en eau du réseau. Le premier test est réalisé sous 1 mois.
Constats : Par courriel du 21 juillet 2025, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des débits des poteaux incendie. Cette mesure a été réalisée en simultané pour les poteaux #2197, situé devant l'entrée du site, et #2195, près de l'ancienne écluse. Les débits mesurés sont respectivement de 110 m ³ /h et 112 m ³ /h, sous une pression de 4.5 bars.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Disponibilité en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 6.3.2.1 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Pour la défense contre l'incendie, la disponibilité en eau garantie est de 390 m ³ /h pendant deux heures.
Constats : Les poteaux #2195 et #2197 fournissent respectivement de 110 m ³ /h et 112 m ³ /h, sous une pression de 4.5 bars. Les données du SDIS de l'Aube montrent que les poteaux #2198 et #2196 ont des débits insuffisants (< 60 m ³ /h). Toutefois les données de ces 2 poteaux sont antérieures aux travaux réalisés par le gestionnaire du réseau. Par conséquent, la capacité couverte par le réseau public est a minima de 222 m ³ /h. Le bassin n°1 complète la capacité disponible. Cependant la disponibilité totale n'est pas démontrée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera de la quantité disponible en tout temps dans le bassin n°1 et de la couverture du besoin de 390 m ³ /h pendant 2h.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Risque de propagation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 6.1.1 alinéa 7
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La toiture de l'auvent 4 est éloignée d'au moins 1 m des alvéoles stockant les petits appareils ménagers, tout comme le stockage des gros électroménagers froids qu'elle protège.
Constats : La distance de 1 m est libre et n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stockage de mousse polyuréthane

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 6.1.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Avant stockage, la mousse polyuréthane est refroidie pour écarter tout risque d'incendie. Le stockage de la mousse se fait uniquement à l'extérieur des bâtiments, dans la zone G. La quantité stockée ne dépasse en aucun cas un volume de deux camions. Des moyens d'extinction en cas d'incendie doivent être placés à proximité immédiate.
Constats : Il a été constaté la présence de polyuréthane froid, stocké dans 2 alvéoles de la zone F, en vrac. La quantité totale présente sur site est supérieure à la quantité autorisée. L'exploitant a indiqué rencontrer des difficultés d'expédition de ce co-produit en raison d'une chute des cours du plastique neuf, qui entre en concurrence directe avec le coût du plastique recyclé. Il a mis en place des mesures conservatoires pour pallier cette gestion temporaire. Des moyens d'extinction incendie (RIA) sont disponibles à proximité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra mettre en place les actions nécessaires pour évacuer ces co-produits vers les filières idoines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Établissement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2025, article 1.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Autres
Prescription contrôlée : Sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières, établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.
Constats : Par courriel du 02 décembre 2025, l'exploitant a transmis les documents imposés. Le montant garanti est conforme à l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 2025.
Type de suites proposées : Sans suite